



May déploie de la propagande anti-russe pour détourner l'attention de la crise du Brexit

Par [Julie Hyland](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2017
[wsws.org](#) 15 novembre 2017

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Économie](#)

La Première ministre Theresa May a utilisé son discours lors du banquet du Lord-maire – un rassemblement traditionnel de l'élite financière de Londres organisé par le maire – lundi soir, pour lancer une attaque contre le président russe Vladimir Poutine.

Décrivant la Russie comme une menace pour les « économies ouvertes et les sociétés libres », elle a accusé le régime Poutine de « chercher à transformer l'information en arme » et de faire circuler de « fausses informations » pour « semer la discorde en Occident et saper nos institutions ».

Une source de Downing Street (résidence de la Première ministre) a reconnu qu'elle ne répondait à « aucun événement spécifique » et May elle-même n'a donné aucune preuve pour étayer ses affirmations.

Ses affirmations soulignent le point auquel les allégations non fondées sur une « ingérence » russe et les « fausses nouvelles » sont devenues le refuge de choix pour les politiciens en crise dans le monde entier.

Le discours de May à Mansion House a été prononcé à la veille du retour au Parlement du projet de loi sur la sortie de l'Union européenne. Huit jours d'examen « ligne par ligne » du projet de loi visant à intégrer la législation européenne dans la législation britannique auront lieu d'ici Noël, dans ce qui a été assimilé à de la « guérilla », car chaque clause est âprement discutée.

Sa tirade contre la Russie doit être vue dans ce contexte. Son but était de dissimuler les divisions au sein de la bourgeoisie britannique au sujet du Brexit, qui risque de faire chuter son propre gouvernement, et de diriger les tensions sociales et politiques vers l'extérieur, contre les puissances « étrangères ».

May n'a pas accusé Moscou d'interférence dans le référendum de l'UE de 2016, qui a donné une courte majorité pour le Brexit. Ce serait contredire son affirmation répétée que le Brexit est la « volonté du peuple » – un mantra intéressé qui reflète la domination des intransigeants du Brexit au sein du Parti conservateur et de son propre cabinet.

Cependant, une majorité de l'élite dirigeante, y compris des sections importantes de l'élite financière, est gravement préoccupée par l'effet du retrait de la Grande-Bretagne de l'UE sur les intérêts de l'impérialisme britannique. L'élite dirigeante représentée politiquement par les démocrates libéraux et le Parti travailliste – en particulier les proches de Tony Blair –

ces couches se complaisent dans des allégations d'ingérence de la Russie forgées de toutes pièces pour revenir sur le résultat du référendum.

Pour May, jouer avec la propagande anti-russe, en dépit des dommages potentiels à sa propre cause, illustre l'ampleur de la crise qu'elle doit affronter. Ayant perdu deux ministres pour des scandales en l'espace d'une semaine, May a annoncé vendredi qu'elle ferait passer un amendement consacrant dans la loi la date à laquelle la Grande-Bretagne quitte l'UE, à 23 heures, le 29 mars 2019.

Il est devenu évident que cette décision était conforme aux demandes des grands responsables du Brexit quand une lettre secrète du secrétaire à l'environnement, Michael Gove, et du ministre des affaires étrangères, Boris Johnson, à May, marquée « seulement pour vos yeux », a été divulguée ce week-end.

La signature conjointe est significative étant donné que c'est Gove qui a publiquement torpillé la tentative de Johnson de gagner la direction du parti conservateur en juin dernier. Avec le compte à rebours qui est déclenché pour le Brexit, ils ont uni leurs forces pour s'opposer à tout abandon ou dilution de la sortie de l'UE.

Leur lettre « Sortir de l'UE - Les prochaines étapes » se plaignait d'une « énergie insuffisante » sur le Brexit dans certaines parties du gouvernement, exigeait que toute période de transition éventuelle soit conclue d'ici juin 2021 et pressait May d'assurer un soutien maximum de cela dans l'équipe de négociation du Royaume-Uni « en clarifiant leurs esprits » et de les aider à « intérioriser la logique ».

Le résultat a été d'alimenter l'opposition favorable au fait de rester dans l'UE, qui traverse plusieurs partis. Sous la direction des travaillistes et des libéraux démocrates, quelque 300 amendements ont été déposés au projet de loi, dont un certain nombre par des conservateurs rebelles.

Celles-ci portent sur l'utilisation de clauses dites « Henri VIII » (incluses dans une loi pour permettre aux ministres de la modifier ou de l'annuler après sa promulgation), sur le rôle de la Cour européenne de justice pendant toute période de transition, et sur la position constitutionnelle des administrations décentralisées après le Brexit, notamment en Écosse et en Irlande du Nord, où la population a majoritairement voté pour rester dans l'UE.

La date limite de la sortie de May n'a fait qu'ajouter une autre pomme de discorde à cette liste, le député conservateur pro-UE, Dominic Grieve, la qualifiant de « complètement stupide » pour avoir limité la marge de manœuvre de la Grande-Bretagne dans les négociations européennes. Le parti travailliste, pour sa part, veut que le « jour de sortie » intervienne après une période de transition non spécifiée de plusieurs années, alors que les libéraux démocrates sont en faveur d'un second référendum.

Si l'un des amendements obtient le soutien de plus de 11 députés conservateurs, le gouvernement essuiera une défaite. Cette perspective est renforcée par des informations selon lesquelles 40 députés conservateurs ont ajouté leur nom à une demande de démission de May, seulement huit de moins que le nombre nécessaire pour forcer une nouvelle élection pour la direction du parti.

C'était afin de prévenir une rébellion conservatrice que le secrétaire du Brexit David Davis a annoncé lundi une concession de dernière minute - juste avant le discours de Mansion

House de May – que le parlement pourrait voter sur un accord final entre le Royaume-Uni et l’UE. Mais il s’agit d’un vote « à prendre ou à laisser », avec le refus signifiant que le Royaume-Uni sortira sans un accord, précisément ce que la faction Rester craint le plus.

En conséquence, la « branche d’olivier » de Davis n’a fait qu’aggraver les tensions, la députée conservatrice Anna Soubry la décrivant comme « insultante », « insignifiante » et ne faisant qu’ajouter à la « grave difficulté » du gouvernement face au Brexit.

Alors que le parlement britannique se déchire pour savoir s’il peut voter un accord final, il n’y a aucune garantie que l’UE soit même prête à en proposer un. La semaine dernière, le négociateur en chef de l’UE, Michael Barnier, a de nouveau exclu tout progrès dans les négociations sur les futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et l’UE sans un accord sur les termes du « divorce ».

Le sommet européen des 14 et 15 décembre décidera si des « progrès réels et sincères » ont été réalisés en ce qui concerne les contributions financières exceptionnelles du Royaume-Uni – estimées à environ 60 milliards d’euros, la frontière entre l’Irlande du Nord et la République d’Irlande et les droits des citoyens de l’UE en Grande-Bretagne.

La faiblesse de May ne fait que renforcer la détermination de l’Allemagne et de la France à ne faire aucune concession. Ils ne sont pas prêts à aider un Premier ministre à se tourner vers une faction hostile à l’Union européenne, surtout quand elle – et en fait son gouvernement – pourrait ne pas être là pour longtemps.

Barnier a reconnu que l’UE se « prépare techniquement » à l’effondrement des négociations, tandis que Manfred Weber, un allié clé de la chancelière allemande, Angela Merkel, a prévenu mardi que « le temps presse ». Weber, qui s’exprimait en vue des négociations demandées par May à Londres hier, a déclaré qu’il ne semblait pas que l’UE « entrerait dans la deuxième phase » des négociations en décembre, ajoutant « nous devons avertir le gouvernement britannique [...] de mettre des propositions sur la table. »

Les sections de l’UE attisent imprudemment les luttes intestines entre les factions au sein des élites politiques britanniques, surtout au sujet de la frontière irlandaise. L’UE a suggéré que l’Irlande du Nord pourrait rester dans une union douanière ou dans le marché unique après la sortie du Royaume-Uni, évitant ainsi la restauration d’une « frontière dure » entre le nord et le sud de l’île.

Cela a été rejeté par Davis qui a dit que cela créerait tout simplement une nouvelle frontière, cette fois-ci au Royaume-Uni, entre l’Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni. La Grande-Bretagne n’accepterait aucun arrangement qui coûterait « l’intégrité constitutionnelle et économique » du Royaume-Uni, a-t-il dit.

Dublin a dénoncé la Grande-Bretagne pour avoir tenté de dicter l’avenir de l’Irlande, tandis que les dirigeants de l’UE accusent May de placer sa survie politique – son gouvernement est maintenu au pouvoir par le Parti unioniste démocratique d’Irlande du Nord – au-dessus des intérêts du peuple irlandais.

Dans le *Sunday Observer*, le coordinateur du Brexit au Parlement européen, Guy Verhofstadt, a évoqué l’accord de Belfast de 1998 qui a mis fin aux troubles en Irlande du Nord en faisant entrer le Sinn-Fein dans un accord de partage du pouvoir. Il a averti que le fait d’éviter une frontière dure était « essentiel afin de sauvegarder la paix et préserver

l'Accord du Vendredi saint, qui a été négocié avec la participation active de l'Union européenne [...] J'espère que le gouvernement britannique fera ce qu'il faut pour tous les habitants de l'Irlande du Nord. Le processus de paix devrait transcender la politique des partis nationaux. »

Julie Hyland

Article paru d'abord en anglais, WSWs, le 15 novembre 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Julie Hyland](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Julie Hyland](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca